

## COMMUNE DE HERLEVILLE

### REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE L'ANNÉE 2025 N° 2025-18

Département de la  
SOMME

Arrondissement de  
PERONNE

Canton de HAM

Le vingt-sept juin deux mille vingt-cinq, à 19h00, le Conseil Municipal de Herleville légalement convoqué s'est réuni, sous la présidence de **Monsieur Vincent VANNEUFVILLE**, Maire.

Date de Convocation :  
**18 juin 2025**

#### **Les membres présents en séance :**

Mme DELAVENNE Camille et Mrs VANNEUFVILLE Vincent, DESCAMPS Sébastien, CORBEAU Michel, CANDAS Julien, PHILIPPE Franck

#### **Nombre de conseillers :**

En exercice : **11**

Présents : **06**

Votants : **06**

Pour : **06**

Contre : **00**

Abstention : **00**

#### **Le ou les membres absent(s) excusés :**

Mmes CARON Hélène, DECHERF Lynda, GAUTIER Marina et Mrs LEBRUN Louis, GOUHIER Julien

#### **Le ou les membre(s) ayant donné un pouvoir : /**

Madame DELAVENNE Camille a été désignée en qualité de secrétaire par le Conseil Municipal.

### **OBJET : Avis sur le deuxième arrêt du projet du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de Terre de Picardie**

La séance est ouverte.

Le Conseil communautaire de Terre de Picardie par délibération du 27 février 2025 a tiré le bilan de la concertation et arrêté le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi).

Le projet de PLUi est ainsi composé des pièces suivantes :

- le rapport de présentation ;
- le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ;
- les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) ;
- le règlement écrit ;
- les différents plans de zonage ;
- les annexes.

Lors de la consultation des communes membres à l'issue de l'arrêt projet, certaines communes ont émis un avis défavorable.

Lorsque l'une des communes membres de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) émet un avis défavorable sur les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) ou les dispositions du règlement qui la concerne directement, l'organe délibérant compétent de l'EPCI doit de nouveau délibérer sur le projet de PLUi, conformément à l'article L-153-15 du Code de l'urbanisme.

La communauté de communes ne modifie par le PLUi à ce stade de la procédure, considérant que certaines réserves et observations pourraient être prises en compte à l'issue de l'enquête publique.

En tant que commune membre de la communauté de communes Terre de Picardie la commune de Herleville est ainsi invitée à formuler un avis sur le deuxième arrêt du projet de PLUi en date du 12 juin 2025.

A l'échelle du territoire, le projet de PLUi reprend les objectifs et les ambitions que la commune avait souhaité voir figurer dans son document d'urbanisme.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal d'émettre un avis sur le projet arrêté de Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-1 à L.5211-6-3 et L.5214-16,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.101-1, L.101-2,

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles, L.132-7 à L.132-11, L.104-1 à L.104-3, L.151-1 et suivants, L.153-11 et suivants, R.123-1 et suivants, R.151-1 et suivants, R.152-1 à R.153-21,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 28 décembre 2018 portant sur l'approbation des statuts de la communauté de communes Terre de Picardie,

Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 30 janvier 2020 de prescription d'élaboration du PLUi précisant les objectifs poursuivis et définissant les modalités de la concertation,

Vu la conférence des maires, prévue aux articles L.151-3 et L.153-8 du Code de l'urbanisme, qui s'est réunie le 01 septembre 2021 pour présenter la démarche de PLUi,

Vu la conférence des maires en date du 18 janvier 2024 présentant le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD),

Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 18 avril 2024 relative au débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD),

Vu la délibération n°2025-007 du Conseil communautaire en date du 27 février 2025 relative au bilan de la concertation et à l'arrêt du projet du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi),

Vu la délibération n°2025-019 du Conseil communautaire en date du 12 juin 2025 relative au deuxième arrêt du projet du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi),

Considérant qu'en tant que commune membre de la communauté de communes Terre de Picardie, la commune de Herleville est consultée, pour avis, sur le projet de PLUi,

Considérant qu'à l'échelle du territoire, le projet de PLUi reprend les objectifs et les ambitions que la commune avait souhaité voir figurer dans son document d'urbanisme

Considérant qu'il semblerait opportun d'apporter certains ajustements portant principalement sur le dispositif réglementaire et les OAP.

**Commune de Herleville**

**D-2025-18**

**Page 3 sur 3**

Après avoir échangé sur le sujet et après en avoir délibéré à l'unanimité, la commune de Herleville émet un avis favorable avec réserves, sur le deuxième arrêt du projet du Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté par le Conseil communautaire du 12 juin 2025, avec les remarques suivantes :

- Afin que certains propriétaires ne soient pas lésés, alors que leurs parcelles sont au centre du village ou dans l'enveloppe de celui-ci, ils souhaiteraient que les parcelles AD 126, AD 127 et AD 67 soient intégrées dans la zone à urbaniser.
- A la lecture du règlement du PLUi, il est mentionné que la clôture sur rue doit s'harmoniser avec la construction principale et les caractéristiques dominantes des clôtures environnantes. Il est souhaité que, lorsque l'environnement existant est en plaque béton, la parcelle accolée ou dans son environnement proche, puisse également avoir recours à un mur en plaque béton.

Pour extrait conforme, fait et délibéré les jours, mois et an susdits.

Certifié conforme et exécutoire le 05 JUL. 2025

Le Maire,  
Vincent VANNEUFVILLE



*Le Maire,*

*- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,  
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.*

